

Lettre des éditeurs **Letter from the Editors**

Louis Simard et Frank Ohemeng

Volume 10, numéro 1, 2013

Gouvernance linguistique francophone en milieu minoritaire au
Canada
Linguistic Governance of Francophone Minority Communities in
Canada

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1038893ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1038893ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre d'études en gouvernance de l'Université d'Ottawa

ISSN

1912-0362 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Simard, L. & Ohemeng, F. (2013). Lettre des éditeurs / Letter from the Editors.
Revue Gouvernance / Governance Review, 10(1).
<https://doi.org/10.7202/1038893ar>

Tous droits réservés © Faculté des sciences sociales, Université d'Ottawa, 2013

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Lettre des éditeurs

Vol.10, No. 1, avril 2013, Page 70

Louis Simard et Frank Ohemeng

Ce nouveau numéro thématique de *Revue Gouvernance* porte sur la gouvernance linguistique francophone en milieu minoritaire au Canada. Les quatre articles proposent une réflexion sur l'innovation et la gouvernance, et ce, à partir de démarches empiriques menées dans plusieurs provinces canadiennes (au Nouveau-Brunswick, en Ontario, en Saskatchewan, en Alberta et en Colombie-Britannique) et à l'échelle canadienne sur des sujets variés (ressources naturelle, immigration, formation et santé).

La question linguistique en milieu minoritaire apparaît en effet comme un sujet particulièrement riche et stimulant pour observer et analyser la mise en œuvre de la gouvernance. Le contexte sociopolitique particulier auquel elle se rapporte se caractérise par une certaine précarité de ressources de toutes sortes, créant ainsi des conditions propices à la créativité et à l'innovation. Comment les acteurs mettent-ils en place de nouveaux espaces de dialogue pour répondre à leurs besoins? Quels sont les instruments privilégiés? Quels sont les effets de ces innovations sur l'action publique? Quelle est l'importance de ce contexte particulier? Voilà les questions auxquelles répondent les auteurs au fil de ces contributions.

Linda Cardinal, Éric Champagne et Marie-Hélène Eddie montrent, à travers le cas du Consortium national de formation en santé (CNFS), qu'il est possible de dépasser les constats trop souvent instrumentaux de la gouvernance et d'innover grâce à de véritables rapports de collaboration entre les acteurs. Une approche apolitique, neutre, fondée sur l'offre de service, la gestion par résultats et un fonctionnement centrifuge et centripète est envisageable lorsque les partenaires se retrouvent autour de valeurs communes.

Le questionnement sur la notion de « frontière », celle de la langue, de la communauté et du territoire, est au cœur de l'article de Guy Chiasson, Simon Letendre et Mathieu Voyer, qui traite de la gestion de la forêt au Nouveau-Brunswick. L'étude du Conseil de gestion intégrée des forêts publiques du Madawaska-Restigouche (CGIMR), conceptualisé comme une solution et un processus, permet de mettre en lumière la pleine participation des acteurs communautaires à la gouvernance de la ressource. Stimulé par un contexte de crise, la création du CGIMR, dès ses premiers pas, apparaît comme une innovation qui permet la collaboration entre les acteurs de part et d'autres de la frontière interprovinciale, et ce, notamment grâce à un mode de co-présidence industrie-municipalité qui permet de prendre en compte les différentes préoccupations.

La prestation de services de santé en français comporte des défis particuliers en situation minoritaire. Comment prennent-ils forme dans les trois provinces de l'Ouest canadien? Les auteurs de cette troisième contribution, Frédéric Boily et Leary Gagné, proposent une analyse des facteurs qui ont rendu possible la revendication de certains services de santé en français. Ils montrent, à partir d'une analyse documentaire et en organisant l'étude comparée des cas à l'aide de la typologie des projets de Finn (2007), que le gouvernement fédéral est apparu particulièrement actif entre 2000 et 2010, et que l'humeur politique, les forces organisées et les changements au sein du gouvernement permettent d'expliquer les phénomènes observés.

L'analyse de la gouvernance est aussi possible par l'étude de ses instruments. Diane Farmer, Nathalie Bélanger et Lori-Ann Cyr proposent, dans ce quatrième article, de mettre à jour les perceptions et les pratiques des acteurs en lien avec l'introduction d'un nouvel instrument d'action publique (IAP) en matière d'immigration au Nouveau-Brunswick. Une échelle servant à mesurer le degré de préparation à l'accueil des immigrants par les communautés se révèle être une innovation permettant une collaboration entre les acteurs, les organismes et les

municipalités, grâce à la lecture commune de la situation qu'elle contribue à générer pour une minorité qui accueille de nouvelles populations, mais également envers les représentations sociales de l'immigration.

Bonne lecture!

Louis Simard et Frank Ohemeng

Coéditeurs

Letter from the Editors

Vol.10, Issue 1, April 2013, Page 70

Louis Simard and Frank Ohemeng

This new thematic issue of *Revue Gouvernance* examines the governance of francophone linguistic in minority communities in Canada. The four papers offer a reflection on innovation and governance from empirical perspectives in a number of Canadian provinces (New Brunswick, Ontario, Saskatchewan, Alberta, and British Columbia) and on various subjects (natural resources, immigration, education and health).

The language issue in minority communities appears to be particularly rich and stimulating to observe and analyse with respect to governance and the implementation of public policies. The specific socio-political context to which language relates is characterized by some uncertainty of resources of all kinds; thus creating conditions conducive for creativity and innovation. How are actors developing new spaces for dialogue to meet community needs? What are the preferred instruments in the implementation of public policies in these communities? What are the effects of innovation on public actions? What is the importance of context in such innovation and policy implementation? These are the questions which the authors attempt to answer in their contributions assembled in this issue.

In the first paper, Linda Cardinal, Éric Champagne, and Marie-Hélène Eddie show through a case study of the *Consortium national de formation en santé* (CNFS) that it is possible to exceed the findings too often associated with instrumental governance and innovation through collaborative arrangements between various community actors. The paper illustrates that an apolitical, neutral approach based on service offering, results-based management, and centrifugal and centripetal operation is possible when partners are concerned about public values above all other common values.

The notion of “border”, language and the community and territory are at the heart of Guy Chiasson, Simon Letendre, and Mathieu Voyer’s article, which specifically focuses on the management of forest in New Brunswick. The study examines the *Conseil de gestion intégrée des forêts publiques du Madawaska-Restigouche* (CGIMR) as a solution and a process, and highlights the full participation of community stakeholders in the governance of a natural resource. Stimulated by crisis, the creation of the CGIMR, the first of its kind, shows an innovative approach to management that allows collaboration between stakeholders across interprovincial borders to manage shared resources. This collaborative arrangement was made possible because of a co-presidency arrangement between industry and the municipality that allows stakeholders to take into account the various concerns of the project.

The provision of health services in French provides unique challenges in minority communities. How does such provision take place in three western provinces? The authors of this third paper, Frédéric Boily and Leary Gagné, offer an analysis of the factors that make it possible for some citizens to demand some aspects of health services in French in predominantly English environments. From a documentary analysis and comparative study of cases using the typology of projects developed by Finn (2007), they show how the federal government appears to have been particularly active between 2000 and 2010 in ensuring that people receive health services in French. They observed that the political mood, organized forces, and changes within the government help to explain this phenomenon.

Diane Farmer, Nathalie Bélanger and Lori-Ann Cyr, in the fourth article, offer an update of the perceptions and practices of stakeholders in relation to the introduction of a new Instrument for Public Action (IPA) on immigration in New Brunswick. Using a scale for measuring the degree of preparation to receive new immigrants by communities in the province, the authors show this new instrument is proving to be an innovative way that enables the collaboration between actors, agencies and municipalities to welcome immigrants, through a common understanding of situations facing communities, which has not only contributed to generate goodwill for minority communities that welcome new populations but also in respect of the social representations of immigration.

Enjoy the issue!

Frank Ohemeng and Louis Simard

Co-editors